

Tribune libre

A propos de la question des élites politico-administratives au Gabon : plaidoyer pour un mouvement irréversible de renouvellement

Patrice MOUNDOUNGA MOUITY*

Libreville/Gabon

LES élites politico-administratives désignent la minorité de ceux qui dirigent ou qui exercent un pouvoir d'influence sur les affaires publiques. Le terme peut avoir un sens trompeur puisqu'il suggère que ce sont les meilleurs qui occupent les postes de décision. En réalité, les élites politiques sont souvent le produit de la reproduction sociale et seuls peuvent accéder à ce statut ceux qui disposent de moyens économiques, sociaux et culturels déjà conséquents. Il est ainsi possible de soupçonner l'élite politique de partager des intérêts propres aux catégories privilégiées dont elle est majoritairement issue. Il reste que l'accroissement de la technicité de l'action publique conduit de plus en plus les dirigeants à solliciter l'avis de personnalités de la société civile (responsables associatifs, experts, scientifiques, etc.), ce qui appelle à nuancer la thèse de l'homogénéité des élites politiques.

Les élites politico-administratives : à quoi renvoient-elles ?

Dans Elementi di Scienze politica (1896), Gaetano Mosca utilise les termes de "classe politique dirigeante" pour qualifier la minorité qui détient le pouvoir dans une société. Cette minorité, organisée et consciente, forme une classe sociale. Elle est donc marquée par une communauté de pensée, d'intérêts, de culture, de parenté, de puissance économique. Elle impose ses valeurs et son principe de légitimité à la majorité. Cette élite reste cependant stratifiée : au centre se trouve un noyau dirigeant ("les chefs supérieurs") plus puissant que les autres ("les chefs secondaires"). C'est ce noyau qui assure la cohésion et la force en même temps que le commandement de l'ensemble.

Pour Mosca, la formation d'une élite est inhérente à toute société : "la domination sur la majorité inorganisée d'une minorité organisée, obéissant à une impulsion unique est inévitable". Dans son Traité de sociologie générale (1916), Vilfredo Pareto définit l'élite en termes de supériorité : ce sont "les gens qui ont à un degré remarquable des qualités d'intelligence, de caractère, d'adresse, de capacité de tout genre". Il distingue au sein de l'élite : l'élite gouvernementale : "ceux qui, directement ou indirectement, jouent un rôle notable dans le gouvernement" ; l'élite non gouvernementale.

Le non-renouvellement des élites politico-administratives va en bateau avec la reproduction sociale des mêmes

Compétents, dotés d'une solide formation pour certains, ils sont aux postes les plus importants de l'appareil d'Etat et ont pour matrice commune l'appartenance à un même système : celui qui gouverne. Le problème n'est pas en eux, mais en l'absence de l'égalité des chances qui est au cœur du dispositif méritocratique, l'ascenseur social est complètement en panne. Le règne de la régénérescence élitiste devient une marche d'escalier pour le gouvernement des mêmes. Ce qui pose problème à la méritocratie républicaine chère à Léon Gambetta.

L'indépendance proclamée, les besoins du Gabon en encadrement étaient immenses. Pendant longtemps d'ailleurs, on a eu besoin d'étrangers pour combler le vide, en attendant la formation de nationaux.

L'école devint le sésame de la promotion sociale, l'assurance d'un avenir meilleur, l'espoir d'une égalité des chances. Et cela a fonctionné. Dès le milieu des années 1960, des fils de peuple ont pu accéder aux plus hautes fonctions, en remplacement des notables hérités de l'ère coloniale.

Ce mouvement s'accéléra lors des années 1970-1980, à cette réserve près, qu'il obéira à un mouvement de cooptation au sein du parti au pouvoir. Cette pratique d'horizontalité de recrutement des élites va confiner la circulation de celles-ci à une même arène d'évolution. Et pourtant, de purs produits de l'école gabonaise, ont pu faire des études très poussées et revenir au pays avec l'envie de servir. Ceux d'entre eux qui le désiraient ont pu arriver aux commandes en empruntant les autoroutes du « Progressisme démocratique et concerté ». Fils de cultivateurs, de commerçants, grâce à leur formation, ont dû passer par la case PDG pour devenir « grand homme » non pas au sens de Maurice Godelier dans La production des grands hommes, patron d'entreprise publique, ministre, Premier ministre, diplomate. L'apogée de ce mouvement de

blocage de circulation des élites, nous l'avons enregistré au début des années 1990 avec l'arrivée des technocrates ensevelis dans l'idéologie du parti gouvernement. Nous étions en fait devant une continuité de cycle et non le début d'une fin de phénomène.

L'ascenseur social bloqué : quand l'école de la République nie la « noblesse d'Etat »

Plus on avance dans les générations au Gabon, moins l'égalité des chances fonctionne. La seule cause possible, quasi-évidente, a trait à l'école. Celle-ci ne fonctionne plus comme un creuset d'intégration, un facteur d'égalité des chances.

Le calcul est très simple, suivons les cursus de ceux qui arrivent des formations dans les écoles supérieures les plus huppées et qui forment l'élite de demain. Car ne nous voilons pas la face, les écoles gabonaises ne tiennent pas la distance et les formations étrangères, genre polytechnique, ENA, IEF, ESM, ouvriront toujours plus facilement les portes, parce qu'elles sont supposées être les meilleures (Dans La noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprits de corps, 1989, Pierre Bourdieu va jusqu'à parler d'une "noblesse d'Etat" pour désigner le phénomène de reproduction de l'élite dirigeante à travers la nécessité de plus en plus pressante d'obtenir un diplôme ouvrant aux positions de pouvoir).

Le Gabon a une chance énorme. Chaque année, ils sont plusieurs à réussir le concours d'entrée des dix écoles les plus huppées de France, et autant à intégrer les universités françaises et anglo-saxonnes les plus prestigieuses. L'Etat y est pour beaucoup, ou pour si peu. Les parents font aussi l'effort. Or, sur le plan financier, le petit peuple n'a aucune possibilité de suivre. Les écoles, devenues payantes, le niveau de vie élevé, l'absence de possibilité de petits jobs, le ridicule de la bourse accordée, et désormais rarement, par le gouvernement, rendent chimérique l'accès d'un fils de vendeur ambulancier à Polytechnique ou sciences-po (France). Un étudiant de ce niveau a besoin, au bas mot de vingt mille euros par année scolaire. Cela élimine les couches les plus défavorisées. Les classes moyennes font l'effort aux dépens d'autres nécessités : le logement, les voyages, la consommation. Ce qui se passe au supérieur est préparé dès la maternelle. Tous les Gabonais, qui en ont les moyens, préfèrent mettre leur progéniture dans le circuit privé, sans assurance de qualité par ailleurs. Même la mixité sociale n'est plus assurée par l'école, ce qui est porteur de dangers réels pour la cohésion, fortifie les germes des haines nées de la frustration et crée des générations sans socle commun. Le repli identitaire est une réalité, et c'est désormais notre système éducatif qui le prépare.

L'espoir de la réforme du renouvellement comme moyen de la circulation des élites

Dans les Systèmes socialistes (1902), Pareto défend la thèse de la circulation des élites : "par un mouvement incessant de circulation, de nouvelles élites surgissent des couches inférieures de la société, montent dans les couches supérieures, s'y épanouissent et, ensuite, tombent en décadence". En d'autres termes, la mobilité sociale permet un renouvellement permanent des élites. Il conclut que "l'histoire est un cimetière d'aristocraties".

Cette vision suppose que l'élite est capable d'utiliser la force et la ruse à son avantage. Lorsque la nouvelle génération des meilleurs ne peut pas accéder aux postes les plus importants, il se produit une révolte, voire une révolution. En 1789, le monopole et le conservatisme de l'aristocratie traditionnelle a ainsi conduit à un renouvellement des élites par la force. Toutefois, les phénomènes de blocage ne sont pas forcément contre-nature tant les élites apparaissent, dans l'esprit de Pareto, douées d'une supériorité objective qui leur permet de passer outre ceux-ci le cas échéant.

Dans ces conditions, il est normal que les nouvelles élites soient la reproduction des anciennes, à quelques exceptions près. Les « fils de » aux commandes et ceux qui arrivent ne sont pas le fruit d'un népotisme pensé, voulu, choisi comme mode de fonctionnement d'un régime. Seuls quelques ayatollahs haineux osent l'affirmer. La réalité est à la fois plus complexe, parce qu'elle découle de tout ce qui fait notre sous-développement, et plus simple, parce que l'on sait que c'est l'école qui ne fonctionne pas. Les « fils de » sont des Gabonais, qui ont le droit d'aspirer à servir leurs pays. Nous ne sommes pas dans le cas de figure de bac moins cinq, qui accède à des responsabilités par la volonté du prince. Cela, contrairement à d'autres lieux, n'existe plus au

Gabon.

Ce sont des gens avec des formations pointues, une compétence avérée, et jusqu'ici leur intégrité morale individuelle n'a jamais été mise en cause. Même dans un système compétitif, égalitaire, ils auraient eu leur chance, peut-être pas collectivement, mais individuellement.

Il n'est pas question ici de leur jeter la pierre, mais juste de constater, que la mobilité sociale est lourdement entravée et que c'est un danger pour la stabilité du pays, un handicap pour la démocratie, un aveu d'échec du projet social.

Aujourd'hui, la réforme de l'enseignement public, le recentrage de l'école sur ses fonctions originelles : lieu de transmission du savoir, d'intégration sociale et creuset de l'égalité des chances, est l'espoir d'une refondation. Il faut remettre l'ascenseur social en marche via l'éducation. Sinon les jeunes « prendront l'escalier ». Mieux seul l'affairisme, au sens péjoratif du mot, répondra aux aspirations d'émancipation sociale avec les travers qu'on lui connaît. Même si l'élection et le militantisme sont des voies pour s'élever dans l'échelle sociale, l'école doit rester la voie autorisée par excellence. Dans cette perspective, l'une des premières mesures qui paraît aller dans le bon sens, concerne le système de bourses. L'Etat gabonais fait des efforts considérables et peut-être sans commune mesure dans la sous-région, il doit trouver les moyens de financer totalement les études supérieures, pointues, des étudiants méritants, c'est coûteux, mais le rapport est garanti, car l'avenir du Gabon c'est la valeur de ces futures élites, mais aussi leur diversité sociologique et politique.

Pour ne pas conclure : renouveler c'est donner du sens à la logique des « aînés et cadets sociaux »

Pourquoi les vieux continuent à s'accrocher aux affaires ? La question doit être posée, l'occulter, c'est nier le débat actuel à l'origine d'une crise des générations consécutives à une absence de débat intergénérationnelle. Mieux, à une méconnaissance de ce que le passé peut procurer au présent et vice versa. Quelques exemples : ce qui fait la force des grandes équipes de football à travers

le monde notamment le Brésil, l'Allemagne, l'Italie, la grande Bretagne et de bien d'autres, c'est leur capacité à assurer le passage de témoin entre vieilles générations et jeunes générations. C'est le même exercice qui se fait au niveau social avec les corps intermédiaires, au niveau politique dans les partis politiques et au plan économique au sein des grandes entreprises dans ces pays. C'est une lapalissade que d'affirmer que l'avenir des nations fortes passe par une bonne préparation de la relève sur les plans politique, économique, social, culturel et sportif. Ce mouvement doit être vertical, c'est-à-dire en rupture totale avec ce qui se fait encore aujourd'hui au niveau politico-administratif. La métaphore sportive dans le cas du Gabon avec l'équipe nationale est révélatrice de cette caractérisation. Que serait devenue aujourd'hui l'équipe des Panthères si sa relève n'avait pas été assurée ni préparée dès à présent ? La réponse est simple : l'équipe de football serait dans une impasse si elle ne s'était pas renouvelée sinon recomposée. C'est dans cette impasse que se trouve notre pays, avec les élites politiques, économiques, administratives qui ne se renouvellent pas du fait que ces élites devenues de véritables oligarchies rentières considèrent leurs fonctions comme des rentes viagères.

Aujourd'hui, la nécessité d'avoir une nouvelle élite politique au Gabon est plus que nécessaire, car il y va de l'avenir de notre pays et de sa jeunesse. Il est déplorable de constater que la génération d'avant la mienne – ayant aujourd'hui plus de 40 ans – n'est toujours pas aux commandes, si l'on en juge par celle des sexagénaires et des septuagénaires qui ont pris les rênes du pays à la vingtaine pour la majorité d'entre eux. Beaucoup sont encore aux commandes. Et ils totalisent plus de 25 à 30 ans aux affaires. C'est-à-dire que dès leur prise de fonction jusqu'à ce jour, une génération entière de jeunes gabonais compétents et bien formés, espèrent toujours une relève. Une relève incertaine sans rupture avec le gouvernement perpétuel ou pontifical puisque beaucoup entendent occuper et assumer leurs fonctions jusque dans la tombe.

* Enseignant Chercheur à l'UOB

www.ecig-gabon.com

ECIG

ecig.gabon@gmail.com

OFFRE SPECIALE
DU 15 OCTOBRE 2015
AU 31 DECEMBRE 2015

ou
-25%
de Remise pour
autres quantités

3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT

De 13' à 22' PNEUS DU GROUPE **Continental**

Z I OLOUMI entrée BERNABE ouvert du lundi au samedi:
(+241) 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 05 31 05 / 07 72 20 00 / 02 45 35 45
OKALA à côté du BALLON D'OR ouvert 7/7 jrs: (+241) 04 84 08 00 / 06 00 82 00